Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Certains sigles manquent d'étiquette… politique

Par Maryse Laurence Lewis
Mondialisation.ca, 28 octobre 2023

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Histoire, société et culture
Analyses: LA PALESTINE

Si vous ne vous contentez pas de gober ce qu'on nous offre, comme informations politiques, afin qu'elles soient plus faciles à avaler, alors je vous propose d'adopter le même procédé que le gouvernement des États-Unis et l'Union Européenne assaisonnent à des nations : des embargos.

Dès qu'un pays instaure des normes idéologiques et sociales qui ne sont pas plus avantageuses *pour eux* que pour la population de l'État en question, des dirigeants décrètent des embargos qui nuisent ou affament un peuple, lequel finit par se tourner contre son gouvernement, au lieu de s'en prendre aux vrais responsables des pénuries.

L'État d'Israël ne cesse de violer les frontières assignées lors de sa création, en 1948. L'expansion de colonies s'amplifie impunément. Le gouvernement israélien se moque des résolutions émises par l'ONU. Plus de 50 d'entre elles n'ont jamais été respectées. En 2022, Israël fut l'objet de 15 résolutions qui n'ont pas eu de résultats. Même la Russie, en conflit avec l'Ukraine, n'a pas atteint la moitié de ce record… [1]

Si vous êtes outrés des abus perpétrés par les sionistes radicaux, alors je vous invite à considérer cette possibilité : cesser d'acheter des produits certifiés casher. L'hypocrisie n'a pas de bornes et les usurpateurs utilisent des moyens détournés pour obtenir des fonds. Quelques sous, multipliés par des millions de ventes, facilitent subtilement l'achat d'armes, et l'oppression des Palestiniens qui habitent le territoire, depuis des milliers d'années, alors que les premiers résidents à s'installer dans le nouvel État d'Israël provenaient en bonne part d'Europe, en particulier de Pologne et d'Ukraine.

Theodor Herzl est natif de Hongrie. Golda Meir est née en Ukraine et émigra avec ses parents aux États-Unis, à l'âge de huit ans. Ben Gourion est natif d'un ancien territoire Polonais intégré alors à la Russie tsariste. Menahem Begin vivait en Biélorussie, à la frontière de la Pologne. Moshé Sharett est né en Ukraine.

Alors que les Juifs vivant en Palestine ne représentaient que le tiers de la population, le nouvel État leur accordait la majeure partie de la Palestine. Parmi les votants censés être neutres, treize pays refusaient la partition du territoire et quatorze l'approuvaient, dont le Canada. Pendant des siècles, de nombreux peuples ont méprisé les Juifs. Depuis 1948, avec la création de l'État d'Israël, ce sont les Juifs qui pratiquent l'antisémitisme envers leurs frères et sœurs de Palestine.

Le retour à Sion

Theodor Herzl proposait déjà, en 1896, dans son livre *L'État juif*, la création d'un pays pour son peuple. Voici ce qu'il écrivait, dans son second ouvrage intitulé *Terre Nouvelle* (Altneuland).

> » *En Amérique, lorsqu'on ouvre un nouveau territoire, on procède à son occupation de façon encore bien primitive. Les occupants se rassemblent à la frontière et, à l'heure précise, ils se précipitent tous violemment dessus en même temps.* «
>
> » *Ce n'est pas ainsi qu'il faudra procéder dans le nouveau pays juif. Les territoires des provinces et des villes seront vendus aux enchères, non pas pour de l'argent, mais pour des travaux à faire. Il aura été établi, d'après le plan général, quels sont les routes, les ponts, les rectifications de rivières nécessaires aux communications. On réunira cela par provinces. A l'intérieur des provinces, les emplacements des villes seront vendus aux enchères de la même façon. Les groupes locaux contracteront l'obligation d'exécuter le tout convenablement. Ils feront face aux dépenses par des impôts autonomes. La Société sera d'ailleurs en situation de savoir si les groupes locaux n'assument pas de trop lourdes charges. Les collectivités importantes obtiendront de vastes champs d'activité. Les grands sacrifices seront récompensés par certaines faveurs : des universités, des écoles professionnelles, des hautes écoles,*

> *des laboratoires, etc. Ceux des établissements de l'État qui ne pourront pas être dans la capitale, seront disséminés à travers le pays.* «

C'est une louable description, mais depuis la création d'Israël, des colons se réunissent, la nuit, pour s'approprier un territoire et commencent à y ériger des bâtiments dès le lendemain. L'éthique de cet extrait n'est aucunement respectée. Particulièrement en Cisjordanie.

> » *Le propre intérêt de l'acquéreur, et, au besoin, les impôts locaux, répondront des engagements contractés. Car, de même que nous ne voulons ni ne pouvons supprimer la différence entre les divers individus, de même nous conserverons celle qui existe entre les groupes locaux. Tout s'enchaîne naturellement. Tous les droits acquis seront protégés, tout nouveau développement obtiendra l'espace qui lui permettra de s'effectuer librement.* » [2]

Voilà la confirmation de l'établissement d'une société juive gouvernée par une élite, et un pays qui sera divisé par quartiers : celui des ouvriers, des artisans, de la petite bourgeoisie, mis à part de la zone de vastes maisons et châteaux des Juifs riches.

En 1887, Theodor Herzl organisa le premier congrès sioniste international, à Bâle, en Suisse. Il est évident que les Juifs ont été eux aussi réunis en ghettos, notamment lorsque Venise s'avérait une cité autonome et puissante. Beaucoup de Juifs européens ont fui le continent, suite aux pogroms qui eurent lieu, dans la Russie tsariste, entre 1880 et 1917, intensifiés dans les cinq premières années du XXe siècle. En 1906, nombreux sont ceux qui se réfugièrent en Palestine. Il fallut la révolution soviétique pour y mettre un terme.

Où établir la « terre promise »?

Dans son livre *L'État juif*, Theodor Herzl proposait trois lieux possibles d'établissement d'Israël. L'Argentine, l'Ouganda, la Palestine.

Prenons l'exemple de l'Argentine, non pas à la fin du XIXe siècle, mais du vingt-et-unième. La Patagonie, que les Argentins et les Chiliens se disputent parfois, appartient en vastes portions à des magnats juifs. En plus de membres du gouvernement et de gens d'affaires, l'exemple le plus flagrant est personnifié par M. Joe Lewis, un des hommes les plus riches d'Angleterre. Cet audacieux est non seulement propriétaire de la ligue de football Tottenham, il appuya les attaques spéculatives de George Soros qui mirent en banqueroute la banque centrale d'Angleterre, le 16 septembre 1992. [3]

Avec l'aide de M. Benetton, qui détenait déjà 900,000 hectares de terrains en Patagonie, M. Lewis acquit des terres dans la province du Rio Negro, dans lesquelles est serti le Lac caché (el Lago escondido), qui échappe à la règlementation faisant des lacs des propriétés publiques. Une autre loi interdit l'achat, par des étrangers, de territoires situés près d'une frontière. Les terres se situent à la lisière du Chili, et M. Lewis y fit construire un aéroport privé, lui permettant d'aller et venir, sans contrôle, d'un pays à l'autre. Il réussit à contourner les lois, grâce à son copain Mauricio Macri, un des bénéficiaires de l'accès au lac, dont il finança la victorieuse campagne électorale. Une influente politicienne du nom de Patricia Bullrich, liée au Mossad, ministre de la Sécurité en 2015, permit aux policiers d'utiliser des pistolets laser, lors des manifestations provoquées par les coupures de budgets dans le secteur public et des congédiements massifs de fonctionnaires. Sous le gouvernement Macri, bien entendu. [4]

En résumé, c'est un fait : la population juive qui souffrit beaucoup, jouit d'une quasi impunité mondiale et de traitements spéciaux pour son élite. La fameuse Déclaration pro-Israël, rédigée par Alfred Milner, signée par Arthur Balfour en 1917, permettait à l'Angleterre d'affaiblir l'empire Ottoman. On y souhaitait, cependant, que la création d'un État juif ne nuise pas aux Palestiniens, l'approvisionnement en pétrole obligeant à certaines concessions… Le 17 octobre 1947, le Canada donc faisait partie des 14 pays qui recommandait la partition de la Palestine.

Rappelons qu'à l'époque de John McDonald, initiateur de l'union forcée du Bas et du Haut Canada, Premier ministre sexiste, xénophobe et raciste, les femmes n'avaient pas le droit de vote et seuls les hommes possédant des biens immobiliers et de religion protestante acquéraient ce droit. Les catholiques, hommes ou femmes, les Juifs et les immigrants ne pouvaient s'en prévaloir.

Lorsque l'État fut proclamé, le 14 mai 1948, les Juifs ne composaient que le tiers de la population mais obtinrent la majeure partie du territoire, grâce à la Résolution 181, du 29 novembre 1947 :

> « *Adoption du plan de partage : la Palestine est divisée en deux États indépendants, l'un arabe, l'autre juif, et Jérusalem est placée sous administration des Nations unies*. »

Tous ne sont pas sionistes

Même nés sous confession judaïque, tous ne suivent pas un unique courant. Les Juifs reconstructionnistes pensent que les « livres sacrés » ne sont pas des révélations divines, mais le résultat du développement sociohistorique d'un peuple. Les Hassidim et les Haredim ultra-orthodoxes croient que seul Yahvé Dieu peut redonner un pays aux Juifs dispersés. Il est d'ailleurs écrit que la « terre promise » serait accessible après la venue du Messie, et puisqu'on ne confond pas ce sauveur à Jésus de Nazareth, le retour à Sion ne devrait pas être autorisé, à moins d'en finir avec la croyance en de saintes écritures… Lesquelles, quelles que soit leurs origines, servent de prétextes à leurs adhérents pour envahir, piller, opprimer ou tuer des individus, des peuples et nations. On se permet de battre ou lapider une femme, mais on vénère le roi David qui a perpétré des meurtres, dont l'élimination de tous les Amalécites, fait assassiner son plus fidèle soldat et commis l'adultère avec l'épouse de ce serviteur.

Créer deux états est absurde, puisque la Palestine existe et ne peut être niée. L'unique État créé s'avère Israël. Il ne faudrait pas que ses dirigeants, et les plus fanatiques partisans du retour au Grand Israël, en profitent pour faire englober dans l'État les lieux qui ont été usurpés illégalement après 1948, à coup d'expropriation, démolition de villages, pillages et vols de biens. En exigeant des cartes d'identité à toutes occasions, en retardant les camions de transport d'aliments et de secours médicaux, en érigeant un mur pour empêcher des familles d'atteindre l'eau potable. Cette énumération démontre qu'il s'agit bien d'un apartheid, comme en Afrique du Sud il n'y a pas si longtemps, puisque les gens vivent dans des ghettos et n'obtiennent ni le même traitement ni les mêmes droits.

Les Israéliens invoqueront encore l'Holocauste et l'antisémitisme, alors qu'il s'agit de matérialiser le mythe, sans fondement historique, du retour à la « terre promise ». De plus, il est indéniable que les Palestiniens sont aussi des sémites.

N’alimentons pas le sionisme

Revenons à l’idée de départ… cesser d’acheter des produits casher! Cet acte vous paraîtra peut-être symbolique, mais s’il était exercé par des milliers de gens, il aurait son importance. Consommer est un acte politique. Refuser d’étiqueter des produits OGM et payer des milliers de dollars, pour se conformer aux étiquettes casher, est une injustice. Obtenir cette certification a un prix qui sert en partie de fonds aux Israéliens. Si nous n’achetions plus de ces produits, nous réduirions cette source de financement du sionisme.

Des cas chers

Le rabbin Yosef Wikler, éditeur du *Kashrus Magazine*, précise que les quelque 600 organes de certification des États-Unis rapportent aux alentours de 200 millions de dollars US par an. Selon le rabbin et historien Berel Wein, le coût du certificat est toujours considéré en tant que dépense publicitaire et non comme dépense de fabrication. On promeut la certification, car elle conduit à une augmentation des ventes auprès des Juifs qui observent la tradition, des musulmans qui mangent halal, de sectes chrétiennes, de végétariens et tous ceux qui ne peuvent absorber de produits laitiers par intolérance au lactose. En France, on évalue que le prix revient entre 8 et 10 % de plus que le même article non certifié. [5]

Au Québec

Selon un reportage de l’émission J.E. diffusé sur la chaine TVA, le 11 mai 2007, les coûts d’adaptation de la production se compteraient en dizaines de milliers de dollars. Seulement 35 % des 100 000 juifs, parmi les 7,8 millions de Québécois, respecteraient les règles du cascher. Le *Kashrut* comprend plus de 5000 produits et procure des millions de dollars. Dans le monde, 30 % des acheteurs sont réellement Juifs. Les 70 % englobent des gens de diverses nations et religions, car l’on s’informe rarement de la signification des sigles, sauf en cas de diète spéciale.

Différents logos certifient que le produit est casher. Les principales lettres sont :

U encerclé : le cercle représente un « O » pour « orthodoxe » et le « U » équivaut à « union ».

Les principaux autres sigles des agences de certifications sont :

Mk; K; COR.

Les lettres ajoutées à ces principaux sigles sont :

D : pour indiquer un produit laitier, car les Juifs ne doivent pas mêler la viande et le lait.

DE : produit non laitier, mais fabriqué en partie avec des substances laitières.

M : comprend de la viande.

F : produit de poisson ou avec des ingrédients issus de poissons, que l’on peut consommer avec des produits laitiers, mais non d’autres viandes.

P : ce sont des produits réservés à la Pâque juive (Pessah), soumis à des règles plus sévères, pour une durée de huit jours, et qui ne peuvent être mangés en autre temps de

l'année.

Pareve : ce qui peut être mangé avec de la viande ou des substances laitières. Ce mot signifie « neutre ». [6]

Le plus étonnant est qu'il s'agit de produits fréquemment achetés, qui ne sont pas spécialement bons pour la santé, telles des boissons gazeuses…

Ne permettons plus qu'Israël amasse des fonds de manière détournée. Ce genre de recettes suffit à rendre indigeste l'achat de ces produits. Qu'on le tolère ou non, consommer est un acte politique et il est sain d'être allergique à certains produits, lorsqu'on soupçonne des effets secondaires délétères pour certaines nations.

Casher versus OGM

Malgré ces dépenses, acceptées par nos gouvernements, on refuse d'étiqueter les produits contenants des organismes génétiquement modifiés. À la suite d'études concrètes, sur les rendements comparés entre récoltes utilisant ou non des semences modifiées, lorsqu'un agronome professionnel démontra que les parcelles cultivées avec des grains OGM (et des herbicides nocifs comme le Roundup) n'étaient pas plus fertiles que les zones à semences non traitées, on enterra les résultats et congédia l'agronome. Seules les protestations de gens honnêtes lui permirent de réintégrer son poste, quoiqu'il subisse encore des censures. Les divers paliers du Ministère de l'Agriculture, composés de cadres qui ne se déplacent pas sur le terrain, préfèrent maintenir les profits des lobbies de vendeurs et producteurs d'engrais, pesticides et semences OGM. Bien entendu, cet homme n'est pas responsable des opinions que j'émets ici, mais il convient d'exposer ces faits. [7]

L'étiquetage est strictement requis, ou obligatoire dans certains cas, en Nouvelle-Zélande, Australie, Corée du Sud, Japon, Chine, Brésil. Et en partie en Argentine, cette grande productrice de soya transgénique. Au Québec et au Canada, ça n'est pas encore. Que l'on dépense pour étiqueter casher, tout en invoquant les coûts trop élevés des mentions OGM, est pure injustice et fait partie de la manipulation idéologique de nos États.

Maryse Laurence Lewis

Référence :

1 . https://www.trtfrancais.com/actualites/les-resolutions-de-lonu-non-respectees-par-israel-15334662

2. https://fr.wikisource.org/wiki/L'État_juif/Texte_entier

3. https://fr.wikipedia.org/wiki/Crise_de_la_livre_sterling_de_1992

4. https://global.ilmanifesto.it/how-joe-lewis-stole-a-piece-of-patagonia-for-himself/

5.1 https://www.slate.fr/story/27441/halal-casher-prix-differents

5.2 https://ksrkosher.com/fr/index.php/certification/

6.1 https://www.zosilearning.com/fr/blog/common-kosher-symbols-guide/

6.2 https://www.jurizone.com/les-sigles-mc-tm-md-r-c-u-mk-pareve-halal-d-et-leur-signification/

7. Louis Robert, *Pour le bien de la terre*, Éditions Multimondes, 2021.

Quelques précisions :

Embargo dérive de l'espagnol et équivaut à « embarrasser ». Cela s'applique donc au contexte de ma demande de cesser d'acheter casher.

Halal signifie « permis » en langue arabe.

Pogrom vient du russe et correspond à pillage, émeute, destruction.

Altneuland: « alt » = vieille; « neu » = nouvelle; « land » = terre, en allemand.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Maryse Laurence Lewis, Mondialisation.ca, 2023

Articles Par : **Maryse Laurence Lewis**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca